

**Assemblée générale**
Cinquantième session

20 mai 1995

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 1996-1997***

Titre V

Coopération régionale pour le développement

**Chapitre 19
Commission économique et sociale
pour l'Asie occidentale**

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	4
B. Direction exécutive et administration	5
C. Programme de travail	7
D. Appui aux programmes	23

* Le présent document contient le chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/6/Rev.1)*.





Chapitre 19

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Vue d'ensemble

- 19.1 Le mandat de la CESAO découle de la résolution 1818 (LV) du Conseil économique et social du 9 août 1973 portant création de la Commission économique pour l'Asie occidentale. Dans sa résolution 1983/69 du 26 juillet 1985, le Conseil a modifié le mandat de la Commission, désormais dénommée Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.
- 19.2 La région de la CESAO a connu de rapides changements politiques, économiques et sociaux qui ont exigé une réévaluation des approches du développement et l'élaboration d'un schéma de nouveaux modèles de développement permettant d'assurer à la fois la croissance économique et l'équité sociale. Outre les transformations économiques et sociales engendrées par des forces endogènes, le processus de mondialisation a eu également des répercussions durables sur les économies nationales des États membres de la Commission. Par ailleurs, le processus de paix en cours sécrète ses propres problèmes, non seulement sur la scène politique, mais également dans les domaines économique, social et technologique.
- 19.3 Face à ces mutations, la Commission a réorienté son programme pour être en mesure de répondre aux besoins naissants immédiats et à long terme de ses États membres et renforcer son rôle d'instance de coordination des efforts de développement au niveau régional et sous-régional. D'où une restructuration importante visant à rationaliser les activités, à les mieux cibler, et à accroître l'interaction avec les États membres. Pour ce faire, il fallait abandonner l'approche de programmation sectorielle et consolider les 15 sous-programmes qu'elle comprenait en cinq sous-programmes thématiques. Une caractéristique de cette nouvelle approche est de permettre d'exécuter les activités ainsi regroupées de manière intégrée, en faisant appel à des équipes de travail représentant les différentes disciplines qui doivent intervenir, afin de profiter des complémentarités et d'accroître la rentabilité. Cette nouvelle structure du programme a été approuvée par la Commission.
- 19.4 Le programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997 sera centré sur des groupes de questions, telles que l'énergie, les ressources naturelles, l'environnement, le développement humain, la coopération économique et l'impact de l'évolution de la situation mondiale et du processus de paix sur la région, toutes questions dont l'importance a été mise en lumière par les événements survenus récemment. Pour aider les États membres de la région à comprendre les mutations en cours, à se doter des capacités et à posséder les informations nécessaires pour apprécier les problèmes qui se posent et évaluer les options possibles, il est devenu crucial de mettre sur pied un système d'information sociale et économique et d'élargir les bases de données.
- 19.5 Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1994/43, a décidé que le siège permanent de la Commission serait réinstallé à Beyrouth, et a prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de ce transfert. À l'heure actuelle, les consultations avec le Gouvernement libanais se poursuivent.
- 19.6 Le montant global des ressources proposées au titre de ce chapitre fait apparaître un taux d'accroissement de 1,5 %, dû essentiellement à l'effet-report de cinq reclassements de poste approuvés pour l'exercice biennal 1994-1995, mais qui n'avaient été financés que partiellement, ainsi qu'au reclassement d'un poste d'agent local dans la catégorie des administrateurs proposé pour l'exercice biennal 1996-1997.

19.7 Les ressources proposées pour la Commission en 1996-1997 se répartiraient comme suit :

	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires
	(En pourcentage)	
A. Organes directeurs	0,2	—
B. Direction exécutive et administration	7,3	—
C. Programme de travail	44,3	100,0
D. Appui aux programmes	48,2	—
Total	100,0	100,0

Tableau 19.1

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs	58,3	78,4	8,3	10,5	86,7	6,0	92,7
B. Direction exécutive et administration	2 247,2	2 537,2	76,9	3,0	2 614,1	182,9	2 797,0
C. Programme de travail	13 035,2	16 112,2	(151,5)	(0,9)	15 960,7	1 093,2	17 053,9
D. Appui aux programmes	17 141,9	16 485,3	611,6	3,7	17 096,9	1 416,9	18 513,8
Total	32 482,6	35 213,1	545,3	1,5	35 758,4	2 699,0	38 457,4

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
			a) Services d'appui à :	
			i) D'autres organismes des Nations Unies	—
	335,7	37,0	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	74,1	20,0	b) Activités de fond	—
			c) Projets opérationnels :	
	250,7	115,3	PNUD	171,0
	460,3	329,3	FNUAP	205,0
	—	—	UNESCO	25,0
	—	76,9	UNIFEM	88,0
	—	—	UNICEF	20,0
	—	75,3	PNUE	—
	200,3	82,6	Fonds d'affectation spéciale de la CESAO	—
	—	338,4	Autres sources multilatérales	199,0
	—	237,4	Sources bilatérales	135,0
Total	1 321,1	1 312,2		843,0
Total 1) et 2)	33 803,7	36 525,3		39 300,4

Tableau 19.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	26 990,1	28 846,8	589,3	2,0	29 436,1	2 277,8	31 713,9
Autres dépenses de personnel	161,7	175,9	8,3	4,7	184,2	12,8	197,0
Consultants et experts	511,5	756,1	(32,1)	(4,2)	724,0	39,5	763,5
Voyages	393,9	522,9	(39,0)	(7,4)	483,9	28,0	511,9
Services contractuels	287,8	452,9	(6,4)	(1,4)	446,5	30,8	477,3
Frais généraux de fonctionnement	3 059,7	3 119,5	25,2	0,8	3 144,7	217,4	3 362,1
Fournitures et accessoires	535,9	548,2	—	—	548,2	38,1	586,3
Matériel	542,0	790,8	—	—	790,8	54,6	845,4
Total	32 482,6	35 213,1	545,3	1,5	35 758,4	2 699,0	38 457,4

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Objet de dépense	1996-1997 Montant estimatif
	330,2	360,0	Postes	—
	346,0	270,4	Autres dépenses de personnel	282,0
	122,2	290,1	Consultants et experts	375,0
	233,7	192,4	Voyages	115,0
	—	—	Services contractuels	—
	27,5	35,0	Frais généraux de fonctionnement	—
	—	—	Fournitures et accessoires	—
	—	—	Mobilier	—
	174,2	28,9	Matériel	—
	—	—	Amélioration des locaux	—
	—	—	Bourses, subventions et contributions	—
	87,3	135,4	Dépenses diverses	71,0
Total	1 321,1	1 312,2		843,0
Total 1) et 2)	33 803,7	36 525,3		39 300,4

Tableau 19.3

Postes nécessaires

Programme : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

	<i>Postes permanents</i>		<i>Postes temporaires</i>				<i>Total</i>	
	<i>Budget ordinaire</i>		<i>Budget ordinaire</i>		<i>Fonds extrabudgétaires</i>			
	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>	<i>1994-1995</i>	<i>1996-1997</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	8	8	—	—	—	—	8	8
P-5	19	19	—	—	1	—	20	19
P-4/3	60	60	—	—	—	—	60	60
P-2/1	15	16	—	—	—	—	15	16
Total	104	105	—	—	1	—	105	105
Autres catégories								
Agents locaux	186	185	—	—	1	—	187	185
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	189	188	—	—	1	—	190	188
Total général	293	293	—	—	2	—	295	293

A. Organes directeurs

Tableau 19.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1996-1997 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Autres dépenses de personnel	58,3	78,4	8,3	10,5	86,7	6,0	92,7
Total	58,3	78,4	8,3	10,5	86,7	6,0	92,7

- 19.8 La Commission assure la direction d'ensemble des travaux du Secrétariat. Elle est dotée de trois organes subsidiaires : le Comité technique, le Comité de statistique et le Comité du développement social. La Commission et ses organes subsidiaires se réunissent tous les deux ans (1997).

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Dépenses de personnel

- 19.9 Le montant des ressources prévues pour le recrutement de personnel temporaire pour les réunions s'élève à 86 700 dollars. L'augmentation de 8 300 dollars s'explique par la nécessité d'assurer le service du Comité du développement social nouvellement créé.

B. Direction exécutive et administration

Tableau 19.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense
 (En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 163,0	2 438,8	79,4	3,2	2 518,2	176,4	2 694,6
Consultants et experts	—	15,0	(15,0)	(100,0)	—	—	—
Voyages	84,2	83,4	12,5	14,9	95,9	6,5	102,4
Total	2 247,2	2 537,2	76,9	3,0	2 614,1	182,9	2 797,0

Tableau 19.6

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	—	—	3	3
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	8	8	—	—	—	—	8	8
Autres catégories								
Agents locaux	11	13	—	—	—	—	11	13
Total	11	13	—	—	—	—	11	13
Total général	19	21	—	—	—	—	19	21

- 19.10 Le Secrétaire exécutif assure la direction, l'administration, l'orientation et l'encadrement d'ensemble du secrétariat dans le cadre de l'exécution du programme de travail de la Commission et de ses organes subsidiaires. Le Bureau du Secrétaire exécutif prête son concours à l'exécution des tâches suivantes : coordination de la supervision du programme, en particulier lors de la formulation, du suivi de l'exécution et de l'évaluation; aménagement de la stratégie de la Commission pour la planification de programmes et l'élaboration d'activités visant à répondre aux priorités et besoins nouveaux des États membres de la région; facilitation du dialogue interinstitutions sur les besoins de la région et les possibilités d'action dans le domaine économique et les domaines connexes; diffusion d'informations sur les travaux et les activités de la Commission; relations extérieures; coopération avec les programmes mondiaux de l'Organisation des Nations Unies; coordination des travaux préparatoires des conférences et programmes mondiaux de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines relevant de la compétence et du mandat de la Commission ainsi que des actions consécutives.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.11 Les ressources prévues permettraient de financer 8 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 13 postes d'agent local. Il est proposé de transférer deux postes d'agent local du sous-programme 3, Développement et coopération économique, afin d'aider le Secrétaire de la Commission à s'acquitter des nouvelles tâches qui lui ont été confiées concernant le suivi des travaux des équipes de travail multidisciplinaire et de renforcer la capacité du Groupe de la planification et de la coordination du programme de suivre de plus près l'exécution du programme de travail et l'utilisation des ressources affectées à ses activités.

Voyages

- 19.12 Les ressources prévues (95 900 dollars), qui font apparaître une augmentation de 12 500 dollars, devraient permettre de couvrir les déplacements du Secrétaire exécutif, du Secrétaire exécutif adjoint et de leurs collaborateurs immédiats en vue de mener des consultations avec les gouvernements, les commissions régionales et les institutions spécialisées, de participer à des réunions à l'intérieur et à l'extérieur de la région et d'assurer la coordination interinstitutions.

C. Programme de travail

Tableau 19.7

Prévisions de dépenses, par programme (En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
1. Gestion des ressources naturelles et de l'environnement	2 361,7	2 956,3	(59,0)	(1,9)	2 897,3	194,6	3 091,9
2. Amélioration de la qualité de la vie	2 934,4	3 717,0	(11,4)	(0,3)	3 705,6	247,5	3 953,1
3. Développement et coopération économiques	4 883,7	5 906,9	(92,1)	(1,5)	5 814,8	420,8	6 235,6
4. Développement régional et changements mondiaux	1 635,6	2 019,9	11,0	0,5	2 030,9	131,1	2 162,0
5. Programmes et questions spéciaux	1 219,8	1 512,1	—	—	1 512,1	99,2	1 611,3
Total	13 035,2	16 112,2	(151,5)	(0,9)	15 960,7	1 093,2	17 053,9

2) Fonds extrabudgétaires

1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997
			Montant estimatif
—	—	a) Services d'appui à :	—
—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
74,1	20,0	b) Activités de fond	—
250,7	115,3	c) Projets opérationnels :	171,0
460,3	329,3	PNUD	205,0
—	—	FNUAP	25,0
—	76,9	UNESCO	88,0
—	—	UNIFEM	20,0
—	—	UNICEF	—
—	75,3	PNUE	—
200,3	82,6	Fonds d'affectation spéciale de la CESAO	—
—	338,4	Sources multilatérales	199,0
—	237,4	Sources bilatérales	135,0
Total	985,4		843,0
Total 1) et 2)	14 020,6		17 896,9

- 19.13 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 découle du programme 34 du plan à moyen terme pour la période 1992-1997, qui a été reformulé selon une approche par thème comprenant cinq sous-programmes thématiques, ce qui permettrait à la Commission de concentrer ses ressources sur les questions économiques et sociales de caractère multidisciplinaire et sur une coopération économique régionale orientée vers l'amélioration de la qualité de la vie de la population de la région.

19.14 Les principaux objectifs du programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997 sont les suivants : a) améliorer les bases de données statistiques et documentaires de la région et développer les capacités des États membres dans ces domaines; b) sensibiliser le public et l'informer des questions d'environnement du point de vue de la mise en valeur des ressources naturelles, de la qualité de la vie et des techniques ne portant pas atteinte à l'environnement, ceci dans le cadre des priorités de la région et des conditions qui lui sont propres; adapter les concepts et indicateurs du développement humain à la région et en favoriser l'utilisation; suivre et analyser les changements sociaux et économiques survenus dans la région, en particulier ceux découlant du processus de paix; e) promouvoir le développement d'institutions communautaires et faciliter leur interaction; et f) sensibiliser le public et l'informer des conséquences de l'application de mesures économiques telles que les nouveaux accords commerciaux internationaux (négociations d'Uruguay), les normes de qualité des produits industriels (ISO 9000) ainsi que d'autres mesures concernant les marchés des capitaux et l'efficacité commerciale.

19.15 Les ressources prévues se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires
	(En pourcentage)	
Sous-programme 1		
Gestion des ressources naturelles et de l'environnement	18,1	—
Sous-programme 2		
Amélioration de la qualité de la vie	23,2	72,4
Sous-programme 3		
Développement et coopération économiques	36,6	9,5
Sous-programme 4		
Développement régional et changements mondiaux	12,7	2,4
Sous-programme 5		
Programmes et questions spéciaux	9,4	15,7
Total	100,0	100,0

**Sous-programme 1
Gestion des ressources naturelles et de l'environnement**

Tableau 19.8

Prévisions de dépenses, par objet de dépense
(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 254,4	2 760,9	—	—	2 760,9	187,5	2 948,4
Consultants et experts	86,3	93,6	(7,5)	(8,0)	86,1	4,5	90,6
Voyages	21,0	101,8	(51,5)	(50,5)	50,3	2,6	52,9
Total	2 361,7	2 956,3	(59,0)	(1,9)	2 897,3	194,6	3 091,9

Tableau 19.8 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	75,3	c) Projets opérationnels :	—
	—	75,3	PNUE	—
Total	—	75,3		—
Total 1) et 2)	2 361,7	3 031,6		3 091,9

Tableau 19.9

Postes nécessaires

Programme : Gestion des ressources naturelles et de l'environnement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	8	8	—	—	—	—	8	8
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	12	12	—	—	—	—	12	12
Autres catégories								
Agents locaux	8	8	—	—	—	—	8	8
Total	8	8	—	—	—	—	8	8
Total général	20	20	—	—	—	—	20	20

- 19.16 Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, les activités entreprises au titre de ce sous-programme ont été axées sur les ressources en eau partagées, l'application de nouvelles technologies, en particulier les techniques de télédétection, à l'exploration des ressources en eau; la qualité de l'eau; l'utilisation rationnelle de l'énergie, les sources d'énergie renouvelables; la promotion de la création d'un réseau régional de production d'énergie électrique; l'application de la Déclaration ministérielle des pays arabes sur l'environnement et le développement dans la région; la législation relative à l'environnement; et la création du Comité sur l'environnement et le développement dans la région arabe.
- 19.17 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, le sous-programme sera centré sur la promotion de la coopération sous-régionale et régionale dans la gestion des ressources naturelles. On continuera à mettre l'accent sur des questions revêtant une importance particulière pour la région telles que l'exploitation des ressources en eau partagées, les ressources en eau non classiques et les conséquences de la politique des prix de l'eau sur la demande. On s'occupera également pour la première fois de la législation devant réglementer ce domaine. La mise en valeur des ressources énergétiques renouvelables, l'amélioration du rendement énergétique et la rationalisation de la consommation d'énergie demeureront d'importants

domaines d'activité. Les questions liées à l'environnement seront essentiellement étudiées d'un point de vue interdisciplinaire, notamment dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre d'Action 21. Enfin, les renseignements et les bases de données relatives aux ressources naturelles seront élargis pour y inclure les statistiques relatives à l'eau.

Activités

1. *Coopération internationale*

Relations extérieures. Liaison et coopération avec la Ligue des États arabes, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, l'AIEA, l'OCDE, le Conseil mondial de l'énergie, le Liquefied Petroleum Gas Forum, l'Organisation de la Conférence islamique, la Banque islamique de développement, l'Institut des géosciences et des ressources naturelles, le Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement et le Centre on Environment and Development in the Arab Region and Europe.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapports à la Commission sur i) la création d'un comité de l'énergie et d'un comité de l'eau; ii) sur le suivi d'Action 21; et iii) sur les travaux du Groupe de travail interinstitutions chargé d'étudier le rôle des ONG s'occupant du secteur de l'eau;
- b) *Services techniques.* Contribution de fond au Comité commun sur l'environnement et le développement dans la région arabe;
- c) Réunion d'un groupe spécial d'experts sur la mise en valeur de ressources en eau non classiques.

3. *Publications*

- a) *Publications non périodiques.* i) Approche régionale pour l'utilisation rationnelle de l'énergie; ii) programme régional de mise en valeur de ressources énergétiques nouvelles et renouvelables : évaluation et perspectives; iii) mise en valeur des ressources en eau non classiques; iv) législation relative à l'eau; v) coordination des efforts nationaux pour optimiser l'utilisation des ressources en eau partagées de la région; vi) examen des conséquences de la politique des prix de l'eau sur la demande; vii) pollution de l'eau dans certaines agglomérations urbaines de la région : études de cas; viii) étude sur les moyens de prendre en compte l'environnement dans les plans de développement; ix) étude complémentaire des effets sur la politique commerciale des mesures prises par les pays de la région en faveur de l'environnement : produits textiles et articles en cuir; x) législation relative aux investissements étrangers traduisant les préoccupations écologiques de la région; et xi) étude des techniques écologiquement rationnelles dans certaines industries;
- b) *Supports techniques.* Création et exploitation de bases de données sur les statistiques de l'énergie et les statistiques de l'eau.

4. *Coordination, harmonisation et liaison*

Coordination et liaison avec le PNUE, le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, le PNUD, l'UNICEF, la FAO, les commissions régionales, le Sous-Comité des ressources en eau du Comité consultatif de coordination (CAC).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.18 Le montant demandé permettrait de financer 12 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 8 postes d'agent local.

Consultants et experts

- 19.19 Les ressources prévues (86 100 dollars) doivent permettre de recruter des consultants pour l'établissement d'études et de rapports spécialisées (59 800 dollars) et de convoquer des réunions de groupes d'experts (26 300 dollars).

Voyages

- 19.20 Les ressources prévues (50 300 dollars), qui font apparaître une réduction de 51 500 dollars, doivent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel envoyé en mission pour tenir des consultations avec les représentants des gouvernements, collecter des données et participer à des réunions interinstitutions et autres réunions présentant de l'intérêt pour le sous-programme.

Sous-programme 2

Amélioration de la qualité de la vie

Tableau 19.10

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 766,3	3 512,0	—	—	3 512,0	237,4	3 749,4
Consultants et experts	118,9	121,8	(11,4)	—	110,4	5,8	116,2
Voyages	40,2	83,2	—	(9,3)	83,2	4,3	87,5
Services contractuels	9,0	—	—	—	—	—	—
Total	2 934,4	3 717,0	(11,4)	(0,3)	3 705,6	247,5	3 953,1

 2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	196,5	94,5	c) Projets opérationnels :	141,0
	460,3	329,3	PNUD	205,0
	—	—	FNUAP	25,0
	—	65,0	UNESCO	68,0
	200,3	82,6	UNIFEM	—
	—	203,1	Fonds d'affectation spécial de la CESAO	139,0
	—	76,0	Autres sources multilatérales	32,5
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	857,1	850,5		610,5
Total 1) et 2)	3 791,5	4 567,5		4 563,6

Tableau 19.11

Postes nécessaires

Programme : Amélioration de la qualité de la vie

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	3	3	—	—	1	—	4	3
P-4/3	8	8	—	—	—	—	8	8
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	15	15	—	—	1	—	16	15
Autres catégories								
Agents locaux	12	12	—	—	1	—	13	12
Total	12	12	—	—	1	—	13	12
Total général	27	27	—	—	2	—	29	27

- 19.21 Pendant l'exercice biennal 1994-1995, les activités relevant de ce sous-programme ont été principalement consacrées aux préparatifs de grandes conférences internationales et à des questions connexes. Elles ont ainsi, pour l'essentiel, porté sur certains aspects économiques et sociaux de la pauvreté. D'autres activités importantes se rapportaient à l'intégration des jeunes et des handicapés.
- 19.22 Pendant l'exercice biennal 1996-1997, les données relatives à la pauvreté et les données ventilées par sexe occuperont une place particulièrement importante dans le domaine des statistiques. Une nouvelle activité est prévue, l'élaboration conceptuelle d'un indice régional de la condition de la femme arabe, qui permettra de suivre l'évolution de la situation et de proposer des politiques pragmatiques. Le sous-programme sera également axé sur des questions liées au développement humain, aux politiques en matière de population, au développement communautaire par le biais de projets opérationnels auxquels villageois et villageoises seront associés et intégrant des actions communautaires de réinsertion des handicapés, à la fourniture de logements adéquats et aux problèmes d'urbanisation, ainsi que sur la promotion de l'esprit d'entreprise au service du développement humain en favorisant l'emploi productif et les petites et moyennes entreprises.
- 19.23 S'agissant des femmes et du développement, l'accent ne sera plus mis sur les projets opérationnels, mais sur la mise au point d'un système d'information, sur la multiplication des travaux de recherche et des études et sur l'organisation de réunions et de séminaires de sensibilisation ainsi que sur l'examen des conclusions des travaux de recherche et sur la recommandation de politiques et de plans d'action. Une attention particulière sera accordée à la mise en oeuvre des recommandations de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Les activités de liaison et de coordination se poursuivront avec les organismes ci-après : Ligue des États arabes et organes en relevant tels que l'Organisation arabe du travail, le Conseil des ministres arabes de la protection sociale, le Conseil des ministres arabes du logement et de

la reconstruction et le Fonds arabe de développement économique et social; Association démographique arabe et Union internationale de l'étude scientifique de la population; Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies; Centre de formation et de recherche de la femme arabe, à Tunis; Bureau des programmes d'aménagement urbain; Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et l'Europe.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

- a) *Services fonctionnels*. Services fonctionnels fournis à la réunion du Comité du développement social;
- b) *Réunions de groupes spéciaux d'experts*. i) Politiques démographiques : échange de données d'expérience nationales; ii) dimension culturelle du développement : vers une approche pragmatique; iii) villes secondaires et aménagement urbain durable; iv) esprit d'entreprise dans le domaine technologique et pépinières d'entreprises; v) cycle au 2000 de recensements de la population et du logement (1997); et vi) mesure de la pauvreté.

3. *Publications*

- a) *Publications périodiques*. i) *Population Bulletin*, Nos 43 et 44 (2); ii) fiches récapitulatives de données démographiques et de données socio-économiques connexes; iii) estimations et projections démographiques; iv) étude de la situation sociale dans la région de la CESAO; v) bulletins d'information sur les établissements humains dans le monde arabe (4); et vi) répertoire de statistiques et d'indicateurs sociaux;
- b) *Publications non périodiques*. i) Évaluation du rôle des organisations non gouvernementales présentes dans le secteur de l'eau; ii) mesures et programmes nationaux appropriés en matière de population en vue d'un développement durable de la région; iii) évaluation de la situation démographique dans la région en 1997 et évolution prévisible; iv) manuel/directives concernant la formulation de politiques démographiques; v) évaluation critique du *Rapport sur le développement humain* du PNUD (2); vi) études techniques de certains aspects du développement humain durable (2); vii) bibliographie annotée des travaux de recherche consacrés au développement humain durable; viii) mise au point d'un indice de la condition de la femme mesurant notamment la féminisation de la pauvreté; ix) bibliographie annotée sur les femmes arabes et leur famille : évaluation critique; x) politiques et mesures : répertoire des organisations non gouvernementales et des mécanismes nationaux; xi) étude des villes secondaires et de l'aménagement urbain durable; xii) participation de la communauté à l'aménagement urbain dans la région; xiii) facilités d'accès offertes aux handicapés dans les villes de la région; xiv) les jeunes dans les villes de la région; et xv) rapport sur les pépinières d'entreprises de la région;
- c) *Supports techniques*. Établissement et mise à jour de bases de données sur les statistiques sociales et les établissements humains, sur les statistiques et indicateurs ventilés par sexe ainsi que sur les statistiques de la main-d'oeuvre.

4. *Activités opérationnelles*

- a) *Services consultatifs*. Formulation et évaluation des politiques démographiques nationales; appui aux États membres de la CESAO en vue de l'élaboration des rapports nationaux sur le développement humain; développement des établissements humains; appui aux organismes nationaux en vue de l'organisation d'ateliers et de cours de formation sur le thème «Créer sa propre entreprise»; mise au point de statistiques ventilées par sexe, de statistiques d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil;
- b) *Formation de groupe*. Ateliers sur l'intégration des variables de la population à la planification du développement, sur le développement communautaire et sur les statistiques ventilées par sexe;

- c) *Projets opérationnels.* Intégration des actions communautaires de réinsertion des handicapés; mise en place d'un centre de formation à l'informatique à l'intention de jeunes filles aveugles à Amman; services de développement communautaire; promotion et création de pépinières d'entreprises dans certains États membres de la CESAO.

5. *Coordination, harmonisation et liaison*

Les activités prévues seront coordonnées par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, le FNUAP, l'Équipe spéciale interorganisations sur la population, l'OIT, le PNUD, l'UNESCO, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, UNIFEM, les Volontaires des Nations Unies, l'INSTRAW, le Centre des établissements humains (Habitat) et le Sous-Comité sur le développement rural du Comité administratif de coordination.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.24 Les ressources prévues correspondent à 15 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et à 12 postes d'agent local.

Consultants et experts

- 19.25 Les ressources demandées (110 400 dollars), qui reflètent une diminution de 11 400 dollars, permettront de financer les services spécialisés de consultants participant à l'établissement d'un certain nombre d'études et de rapports (54 500 dollars) et d'organiser des réunions de groupes d'experts (55 900 dollars).

Voyages

- 19.26 Les ressources demandées (83 200 dollars) correspondent aux frais de voyage qu'entraînera la participation de membres du personnel à des consultations avec les gouvernements, à des activités de collecte de données ainsi qu'à des réunions, interorganisations et autres, ayant un rapport avec le sous-programme.

Sous-programme 3 Développement et coopération économiques

Tableau 19.12

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1996-1997 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Postes	4 593,2	5 449,8	(119,1)	(2,1)	5 330,7	393,7	5 724,4
Consultants et experts	172,4	319,1	27,0	8,4	346,1	19,5	365,6
Voyages	109,1	138,0	—	—	138,0	7,6	145,6
Services contractuels	9,0	—	—	—	—	—	—
Total	4 883,7	5 906,9	(92,1)	(1,5)	5 814,8	420,8	6 235,6

Tableau 19.12 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	54,2	20,8	c) Projets opérationnels :	30,0
	—	135,3	PNUD	40,0
	—	—	Autres sources multilatérales	10,0
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	54,2	156,1		80,0
Total 1) et 2)	4 937,9	6 063,0		6 315,6

Tableau 19.13

Postes nécessaires

Programme : Développement et coopération économiques

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	6	6	—	—	—	—	6	6
P-4/3	13	13	—	—	—	—	13	13
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	23	23	—	—	—	—	23	23
Autres catégories								
Agents locaux	21	18	—	—	—	—	21	18
Total	21	18	—	—	—	—	21	18
Total général	44	41	—	—	—	—	44	41

- 19.27 Pendant l'exercice biennal 1994-1995, le programme de travail a visé essentiellement à promouvoir la coopération et l'intégration régionales dans certains domaines de l'alimentation et de l'agriculture, du commerce international, de l'industrie, de l'énergie, des transports et des statistiques.
- 19.28 Pendant l'exercice biennal 1996-1997, l'accent sera mis en particulier sur la promotion de la coopération régionale entre les États membres de la CESAO concernant les législations nationales relatives aux investissements étrangers et à la création de sociétés commerciales; sur la mise en place de réseaux de distribution de gaz et d'électricité; sur le développement du réseau des transports; sur la sécurité alimentaire grâce à une planification et à une coordination à long terme; et sur l'intégration des plans et politiques de développement agricole aux échelons régional et sous-régional. Une nouvelle publication intitulée *Journal of Development*, qui servira de cadre à un échange d'idées pluridisciplinaire sur les problèmes de la région, verra le jour.

- 19.29 Le secrétariat continuera également d'aider les États membres à mettre en place des structures et des services d'appui à l'industrie; de consolider les liens entre les organismes de recherche-développement et les secteurs de la production et des services; de favoriser la création de coentreprises dans le secteur manufacturier et la coopération concernant l'utilisation des sciences et techniques et de leurs applications au service du développement; de créer des bases de données statistiques et de développer les bases de données existantes, notamment dans les domaines de l'économie, de l'industrie, des finances et de la comptabilité nationale. Il est prévu de commencer à mettre au point des indicateurs scientifiques et techniques, et une attention particulière sera accordée à la promotion du système de comptabilité nationale de 1993.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Les relations avec les organismes ci-après seront maintenues : Fonds monétaire arabe; Ligue des États arabes; Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole; Fédération des chambres de commerce arabes, autres associations professionnelles et organisations non gouvernementales concernées; Organisation arabe de développement industriel et minier; Fondation islamique pour la science, la technologie et le développement; Fédération des conseils arabes de la recherche scientifique; Organisation de la Conférence islamique; Union des chemins de fer arabes; Association régionale de crédit agricole pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord; Association de commercialisation des produits agricoles et alimentaires pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord; Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées; Organisation arabe de développement agricole; Centre international pour le développement de l'agriculture et de la recherche dans les zones non irriguées; Centre pour le développement agricole et rural au Proche-Orient; Fédération arabe des industries alimentaires; et Institut international de statistique.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Cinq rapports à la Commission sur les questions ci-après : i) Étude des tendances économiques et sociales dans la région : résumé (2); ii) formalités et accords de douane concernant le transport des marchandises et des personnes; iii) suivi de la mise en oeuvre dans la région de la deuxième phase de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique (1992-1996); iv) un rapport au Comité de statistique et à la Commission sur les points suivants : activités prévues de la CESAO dans le domaine des statistiques pendant l'exercice biennal 1996-1997; activités prévues pour l'exercice biennal 1998-1999; projet régional d'enquête sur les ménages; application du système de comptabilité nationale de 1993; et recommandations adoptées par les séminaires et ateliers prévus pendant l'exercice biennal 1996-1997;
- b) *Services fonctionnels.* Deuxième session du Comité de statistique;
- c) *Réunions de groupes spéciaux d'experts.* i) Perspectives de mise en place d'un réseau électrique régional et interrégional; ii) perspectives de mise en place d'un réseau régional de distribution de gaz; iii) perspectives de création de sociétés commerciales dans la région; iv) renforcement des moyens de recherche-développement dans la région : apports technologiques locaux; v) formalités et accords de douane concernant le transport des marchandises et la circulation des services; vi) réseaux et infrastructures de transport régionaux et interrégionaux; vii) promotion d'une coordination et d'une intégration régionales dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture; viii) application du Système de comptabilité nationale de 1993; et ix) études industrielles et impératifs liés à l'application du Système de comptabilité nationale de 1993.

3. Publications

- a) *Quinze publications périodiques.* i) Études des tendances économiques et sociales dans la région; ii) *Journal of Development*; iii) *ESCWA Transport Bulletin*, Nos 7 et 8; iv) *Statistical Abstract* (fiches statistiques) de la région, Nos 16 et 17; v) *Bulletin des comptes nationaux*, Nos 16 et 17; vi) *Bulletin du commerce extérieur* de la région, No 8; vii) *Bulletin on Prices and Index Numbers* (prix et indices)

de la région, Nos 14 et 15; viii) *Bulletin of Industrial Statistics in the Arab Countries* (statistiques industrielles des pays arabes), No 3; et ix) *Agriculture and Development in Western Asia Bulletin* (Agriculture et développement en Asie occidentale), Nos 18 et 19;

- b) *Publications non périodiques*. i) Aspects techniques et économiques de la mise en place d'un réseau électrique régional et perspectives de raccordement à d'autres régions; ii) proposition visant à faciliter la mise en place d'un réseau de distribution de gaz à l'échelon régional; iii) proposition concernant les modalités de fonctionnement du réseau régional de distribution de gaz; iv) évaluation des pratiques commerciales et des sociétés commerciales internationales, et perspectives de création de sociétés commerciales dans la région de la CESA0; v) répertoire des législations nationales régissant les investissements étrangers directs dans la région : une version anglaise faisant autorité; vi) évaluation des moyens de recherche-développement dont disposent les pays de la région : apports technologiques locaux; vii) étude et évaluation des sources d'information dans les industries de la région; viii) perspectives de la biotechnologie dans le développement agricole; ix) indicateurs scientifiques et techniques; x) directives régionales relatives aux accords et conventions sur le transport; xi) évaluation des réseaux et infrastructures de transport régionaux et interrégionaux; xii) analyse des formalités et accords de douane concernant le transport des marchandises et des personnes; xiii) politiques et projets proposés en vue de la mise en place d'un système de transport multimodal dans la région; xiv) promotion d'une coordination et d'une intégration régionales dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture; xv) matrices d'analyse des politiques relatives à des produits de base déterminés pour deux pays de la CESA0 (2); xvi) perspectives à long terme de la production alimentaire et agricole dans la région; et xvii) travaux visant à mettre en place un système d'information, et notamment évaluation des statistiques des États membres de la CESA0;
- c) *Supports techniques*. Établissement et mise à jour de bases de données sur les statistiques économiques, industrielles, financières et relatives à la comptabilité nationale.

4. *Activités opérationnelles*

- a) *Services consultatifs*. Des conseils techniques seront prodigués aux États membres de la CESA0 dans le domaine des transports;
- b) *Projets opérationnels*. Promotion de certains projets de génie civil.

5. *Coordination, harmonisation et liaison*

La coordination et l'harmonisation des activités ainsi que les services de liaison seront maintenus avec la Division de statistique du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, l'ONUDI, le Département de la coordination des politiques et du développement durable, le PNUE, la CNUCED, les commissions régionales, l'Office régional de la science et de la technique pour les États arabes relevant de l'UNESCO, l'OIT, la Banque mondiale, le Sous-comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination et son groupe de travail interorganisations, ainsi qu'avec le Comité interorganisations sur le développement durable.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.30 Les ressources nécessaires correspondent à 23 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et à 18 postes d'agent local. Il est proposé de transférer trois postes d'agent local relevant de ce sous-programme à la Direction exécutive et à l'administration (deux postes) et à l'appui aux programmes (un poste). Les titulaires des deux premiers postes aideront le Secrétaire de la Commission à s'acquitter de ses responsabilités supplémentaires touchant le suivi des équipes spéciales pluridisciplinaires, tandis que le titulaire du troisième poste aidera la Division de la coopération technique à s'acquitter des fonctions élargies qui lui ont été attribuées en matière d'appui aux services consultatifs régionaux.

Consultants et experts

- 19.31 Les ressources nécessaires (346 100 dollars), en augmentation de 27 000 dollars, doivent permettre de financer les services de consultants participant à l'élaboration d'études spécialisées et de rapports dans certains domaines relevant du sous-programme (116 400 dollars) et d'organiser des réunions de groupes d'experts (229 700 dollars). C'est à ce dernier titre que l'augmentation des ressources est demandée.

Voyages

- 19.32 Les ressources demandées (138 000 dollars) représentent les frais de voyage qu'entraîneront la tenue de consultations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales, les activités de collecte de données et la participation à des réunions interorganisations et autres.

Sous-programme 4 Développement régional et changements mondiaux

Tableau 19.14

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 512,8	1 890,1	—	—	1 890,1	123,5	2 013,6
Consultants et experts	73,2	101,3	11,0	10,8	112,3	6,1	118,4
Voyages	49,6	28,5	—	—	28,5	1,5	30,0
Total	1 635,6	2 019,9	11,0	0,5	2 030,9	131,1	2 162,0

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels :	
	—	—	Autres sources multilatérales	20,0
Total	—	—		20,0
Total 1) et 2)	1 635,6	2 019,9		2 182,0

Tableau 19.15

Postes nécessaires

Programme : Développement régional et changements mondiaux

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	8	8	—	—	—	—	8	8
Autres catégories								
Agents locaux	4	4	—	—	—	—	4	4
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Total général	12	12	—	—	—	—	12	12

- 19.33 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, les activités du sous-programme viseront à renforcer les capacités des décideurs des États Membres par le biais de recommandations et de possibilités d'action permettant de mieux faire face aux grands problèmes économiques actuels ainsi qu'aux difficultés et aux obstacles prévus, afin qu'ils puissent élaborer un ensemble de politiques macro-économiques appropriées. Les activités de ce sous-programme seront axées sur deux grandes questions : a) le nouvel accord commercial international découlant de la série des négociations commerciales d'Uruguay dans certains domaines (agriculture, industrie et commerce) et les ajustements économiques auxquels il faut procéder de ce fait; et b) le travail de réforme économique auquel la région doit s'atteler, en particulier le processus de privatisation.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Coordination des activités présentant un intérêt pour les États Membres de la région, avec la Ligue des États arabes et d'autres organisations régionales qui opèrent dans le domaine auquel s'appliquent le nouvel accord résultant de la série des négociations commerciales d'Uruguay et les normes ISO.

2. Services fournis aux organes délibérants

Réunions de groupes d'experts. i) Efforts de privatisation : conduite des affaires publiques et questions institutionnelles; ii) problèmes et perspectives découlant du nouvel accord résultant des négociations commerciales d'Uruguay : préparatifs et ajustements postérieurs aux négociations; iii) retombées du nouvel accord commercial résultant de la série des négociations d'Uruguay et des normes de qualité des produits industriels (ISO 9000) pour certaines industries (l'agro-alimentaire, le textile et l'industrie du cuir, par exemple); et iv) élimination de la pauvreté en Asie occidentale : vers un plan d'action.

3. Publications

Publications non périodiques. i) Conséquence de la privatisation sur la production d'électricité dans les États membres de la CESAO; ii) interactions entre les politiques macro-économiques, la pauvreté et le développement durable dans certains pays de la CESAO : étude de politiques coordonnées; iii) monographies sur les aspects de l'administration publique et des questions institutionnelles qui

concernent la privatisation (2); iv) problèmes et perspectives découlant du nouvel accord commercial international résultant de la série des négociations commerciales d'Uruguay : préparatifs et ajustements postérieurs aux négociations dans certains secteurs; v) conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires); vi) élimination de la pauvreté en Asie occidentale; et vii) capacités d'entreprise et de gestion en situation d'instabilité.

4. Activités opérationnelles

Services consultatifs. Services consultatifs proposés aux États membres sur des questions relatives au nouvel accord commercial international découlant de la série des négociations commerciales d'Uruguay et à l'application des normes de qualité des produits industriels (ISO 9000).

5. Coopération, harmonisation et liaison

Collaboration et liaison avec la CNUCED, les commissions régionales et le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.34 Les ressources demandées correspondent à huit postes d'administrateur et à quatre postes d'agent local.

Consultants et experts

- 19.35 Le montant demandé (112 300 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 11 000 dollars, couvrira le coût des services de consultants ou d'experts requis pour réaliser une série d'études (47 900 dollars) et le coût des réunions de groupes spéciaux d'experts (64 400 dollars).

Voyages

- 19.36 Les ressources demandées (28 500 dollars) représentent les frais de voyage qu'entraînera la participation de membres du personnel à des consultations, des activités de collecte d'informations et des réunions se rapportant à ce sous-programme.

Sous-programme 5 Programmes et questions spéciaux

Tableau 19.16

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 163,7	1 439,5	—	—	1 439,5	95,5	1 535,0
Consultants et experts	30,7	52,7	—	—	52,7	2,7	55,4
Voyages	25,4	19,9	—	—	19,9	1,0	20,9
Total	1 219,8	1 512,1	—	—	1 512,1	99,2	1 611,3

Tableau 19.16 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
			ii) Des activités extrabudgétaires	—
	74,1	20,0	b) Activités de fond :	
			Fonds d'affectation spéciale de la CESAO	—
	—	—	c) Projets opérationnels :	
	—	11,9	UNICEF	20,0
	—	161,4	UNIFEM	20,0
			Sources bilatérales	92,5
Total	74,1	193,3		132,5
Total 1) et 2)	1 293,9	1 705,4		1 743,8

Tableau 19.17

Postes nécessaires

Programme : Programme et questions spéciaux

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	4	4	—	—	—	—	4	4
Total	6	6	—	—	—	—	6	6
Autres catégories								
Agents locaux	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	3	3	—	—	—	—	3	3
Total général	9	9	—	—	—	—	9	9

- 19.37 Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, un soutien aux efforts nationaux visant à revitaliser les secteurs de l'agriculture, des transports et des établissements humains a été apporté au Liban afin de contribuer au relèvement du pays et au processus de reconstruction. Un soutien semblable a été apporté au relèvement du secteur agricole de la Rive occidentale et de la bande de Gaza. Dans ces deux régions, on s'est également efforcé d'encourager les petites et moyennes entreprises, dans le cadre des activités de relèvement et de la lutte contre la pauvreté, afin d'aider des particuliers à s'établir à leur compte. Dans le cadre du nouveau Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, un appui a également été fourni au Yémen, le pays membre le moins développé de la région.

- 19.38 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, ce sous-programme sera axé sur deux grands domaines : évaluation des retombées de la paix dans certains secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie, les finances et les services; promotion du secteur agricole, des petites entreprises et des capacités de gestion dans les territoires palestiniens occupés ainsi que dans les villes et les villages palestiniens. Un autre domaine d'activité important concerne les perspectives de mise en réseau d'ONG, en tant qu'institutions locales oeuvrant en faveur de la continuité et du changement dans les territoires palestiniens occupés.

Activités

1. *Coopération internationale*

Relations extérieures. Liaison et consultation avec la Ligue des États arabes et ses institutions spécialisées, comme le Fonds arabe pour le développement économique et social; le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies; d'autres organisations régionales et des donateurs bilatéraux, afin de mettre en oeuvre des activités communes.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

Réunions de groupes spéciaux d'experts. i) Perspectives de mise en réseau d'ONG dans les territoires palestiniens occupés et dans ceux qui relèvent de l'Autorité nationale palestinienne; ii) retombées du processus de paix dans certains secteurs.

3. *Publications*

- a) *Publication périodique.* Examen des progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés.
- b) *Publications non périodiques.* i) Retombées du processus de paix dans certains secteurs; ii) évaluation des institutions financières régionales dans le cadre du processus de paix; iii) nouvelles tendances à l'urbanisation suite aux récentes transformations régionales : contribution à la Conférence sur la population dans la région arabe; iv) étude préliminaire sur l'identité culturelle arabe dans la perspective de la paix; v) évaluation du rôle des ONG et perspectives de leur mise en réseau dans les territoires palestiniens occupés et dans ceux qui relèvent de l'Autorité nationale palestinienne : monographies; vi) situation des villes et des villages palestiniens et perspectives de développement; et vii) relèvement du secteur agricole dans les territoires palestiniens occupés : préparation de deux descriptifs de projet dans des domaines prioritaires (deux numéros).

4. *Activités opérationnelles*

- a) *Services consultatifs.* Assistance technique fournie à l'Autorité nationale palestinienne, au Yémen et à d'autres États membres de la CESAO nécessitant une aide particulière;
- b) *Projet opérationnel.* Projet de création de pépinières d'entreprises à vocation technologique sur la Rive occidentale et à Gaza.

5. *Coordination, harmonisation et liaison*

Des activités conjointes dans certains pays seront menées en coordination avec le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP et l'OIT.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.39 Les ressources demandées correspondent à six postes d'administrateur et à trois postes d'agent local.

Consultants et experts

- 19.40 Le montant demandé (52 700 dollars) couvrira le coût des services de consultants ou d'experts requis pour établir une série d'études et de rapports (24 200 dollars) et le coût de la réunion de groupes spéciaux d'experts (28 500 dollars).

Voyages

- 19.41 Les ressources demandées (19 900 dollars) correspondent aux frais de voyage qu'entraînera la participation de membres du personnel à des consultations, des activités de collecte d'informations et des réunions se rapportant à ce sous-programme.

D. Appui aux programmes

Tableau 19.18

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	12 536,7	11 355,7	629,0	5,5	11 984,7	1 063,8	13 048,5
Autres dépenses de personnel	103,4	97,5	—	—	97,5	6,8	104,3
Consultants et experts	30,0	52,6	(36,2)	(68,8)	16,4	0,9	17,3
Voyages	64,4	68,1	—	—	68,1	4,5	72,6
Services contractuels	269,8	452,9	(6,4)	(1,4)	446,5	30,8	477,3
Frais généraux de fonctionnement	3 059,7	3 119,5	25,2	0,8	3 144,7	217,4	3 362,1
Fournitures et accessoires	535,9	548,2	—	—	548,2	38,1	586,3
Matériel	542,0	790,8	—	—	790,8	54,6	845,4
Total	17 141,9	16 485,3	611,6	3,7	17 096,9	1 416,9	18 513,8

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	335,7	37,0	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
Total	335,7	37,0		—
Total 1) et 2)	17 477,6	16 522,3		18 513,8

Tableau 19.19
 Postes nécessaires

Programme : Appui aux programmes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	5	5	—	—	—	—	5	5
P-4/3	19	19	—	—	—	—	19	19
P-2/1	6	7	—	—	—	—	6	7
Total	32	33	—	—	—	—	32	33
Autres catégories								
Agents locaux	127	127	—	—	—	—	127	127
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	130	130	—	—	—	—	130	130
Total général	162	163	—	—	—	—	162	163

- 19.42 Les activités menées au titre de l'appui aux programmes comprennent la Division de la coopération technique et la Division des services administratifs, y compris les services de conférence et de bibliothèque et les services d'information.

Activités

1. Services de conférence et de bibliothèque

Il s'agit d'assurer les services de conférence nécessaires aux réunions des organes directeurs de la CESAO et à d'autres réunions intergouvernementales et réunions de groupes spéciaux d'experts, y compris les conférences préparatoires régionales de conférences mondiales; les services d'édition, de traduction et d'impression des documents et publications; et les services de bibliothèque.

2. Services d'information

Les services à fournir, dans certains cas conjointement avec le Département de l'information du Secrétariat, consistent notamment à publier un bulletin bimensuel sur les activités de la CESAO, des bulletins périodiques, des communiqués de presse et des bulletins d'information sur les activités de l'ONU et de la CESAO. D'autres activités sont entreprises en liaison avec les médias, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des établissements d'enseignement et d'autres organes locaux de diffusion de l'information.

3. Gestion des activités de coopération technique

Les services à fournir sont les suivants : coordination, identification et formulation de propositions de projets, exécution et suivi de projets, organisation de cours de formation, de séminaires et octroi de bourses, liaison avec des milieux officiels gouvernementaux et non gouvernementaux et publication de rapports sur les missions effectuées par les conseillers régionaux. Pendant l'exercice biennal, on s'emploiera tout particulièrement à mobiliser des fonds extrabudgétaires au moyen d'activités de collecte de fonds et à renforcer la capacité de la CESAO d'exécuter efficacement, seule ou en coopération, des projets de coopération technique, ainsi qu'à mener à bien un programme élargi de formation et de bourses.

4. Services administratifs

La Division des services administratifs fournit des services pour la gestion des ressources humaines, l'administration financière et la planification des ressources, et l'utilisation des services communs et d'informatique pour faciliter l'exécution du programme de travail.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 19.43 Le tableau d'effectifs comprendrait 33 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, 127 postes d'agent local et 3 postes d'agent du Service mobile, reflétant le reclassement proposé d'un poste d'agent local à P-2 suite à l'opération de reclassement menée à la CESAO et le transfert d'un agent local du sous-programme 3 (Développement et coopération économiques) afin de renforcer la Division de la coopération technique.
- 19.44 L'augmentation de 629 000 dollars proposée pour l'exercice biennal 1996-1997 représente le résultat net des reclassements approuvés en 1994-1995 et des reclassements et transferts proposés pour 1996-1997.

Autres dépenses de personnel

- 19.45 Les ressources demandées (97 500 dollars) représentent le coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) recruté pour remplacer le personnel en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité ainsi que le coût des heures supplémentaires en période de pointe.

Consultants et experts

- 19.46 Les ressources demandées (16 400 dollars) correspondent au coût de services médicaux spécialisés.

Voyages

- 19.47 Les ressources demandées (68 100 dollars) représentent les frais de voyage qu'entraînera la participation de membres du personnel à des consultations et à des réunions sur des questions d'administration, de personnel, de budget et de finance, d'achats et de sécurité.

Services contractuels

- 19.48 Les ressources demandées (446 500 dollars) correspondent au coût de services contractuels de traduction, d'édition, d'impression, de reliure et de traitement des données.

Frais généraux de fonctionnement

- 19.49 Les ressources demandées (3 144 700 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de location et d'entretien des locaux (1 616 700 dollars), le coût de l'éclairage, du chauffage, de l'énergie et de l'eau (388 500 dollars) et des communications (669 400 dollars), les dépenses de représentation (14 500 dollars), le coût de services divers (134 200 dollars) et de la location de matériel (321 400 dollars).

Fournitures et accessoires

- 19.50 Les ressources demandées (548 200 dollars) correspondent au coût des fournitures de bureau et d'articles nécessaires au traitement des données et à l'impression de documents au secrétariat, ainsi qu'à l'achat de livres.

Matériel

- 19.51 Les ressources demandées (790 800 dollars) doivent permettre d'acheter et de remplacer du matériel.